Clôture de l'exercice fiscal 2024-2025 : Éléments de bilan d'une économie en décrochage

Principaux faits marquants de l'exercice

L'exercice fiscal 2024-2025 s'achève ce mardi 30 septembre. Trois traits principaux auront marqué cet exercice : une planification budgétaire erratique, un déficit de vision stratégique de la part du Gouvernement et un décrochage macroéconomique prononcé.

- Trois décrets budgétaires adoptés — dont un à une semaine de la clôture de l'exercice —, confirmant une instabilité des choix publics et un déficit de crédibilité dans la planification budgétaire.
- Une exécution budgétaire insuffisante, particulièrement pour les dépenses d'investissement dont le taux d'exécution n'a pas dépassé 25.4% au 31 août 2025, montrant un manque de vision stratégique de développement.
- Des indicateurs qui convergent vers le diagnostic d'un décrochage économique marqué, caractéristique d'une crise macroéconomique aiguë :
 - Projection de croissance du PIB de -3.1%.
 - Inflation atteignant 31.1% au mois d'août 2025.
 - Emploi en berne et insécurité alimentaire touchant près de 50% de la population.
 - Balance commerciale déficitaire, détériorée en glissement annuel de 14,5 % pour les neuf premiers mois de l'exercice.
 - Résistance en demi-teinte du secteur bancaire, avec une rentabilité en hausse (portée notamment par la compression des coûts), mais un produit bancaire en recul.

I. Finances Publiques : entre planification erratique et faible exécution budgétaire

- Trois actes budgétaires en 2024-2025

Le 1er octobre 2024, conformément à l'article 44 de la loi de 2016 sur l'élaboration et l'exécution des lois de finances (LEELF), le Gouvernement a publié dans *Le Moniteur* le décret portant budget initial de l'exercice 2024-2025, adopté en Conseil des ministres. Les prévisions s'établissaient à 323,4 milliards de gourdes.

Le lundi 21 avril 2025, un décret portant établissement du budget rectificatif de l'exercice a été publié dans *Le Moniteur*. Les ressources et dépenses sont restées quasi inchangées par rapport à l'initial, avec une variation globale marginale de 6,0 millions de gourdes.

Le mardi 23 septembre 2025, soit une semaine avant la clôture de l'exercice fiscal, un décret portant modification du budget rectificatif a été pris en Conseil des ministres et publié dans le journal officiel de la République. Les prévisions ont été ramenées à 317,7 milliards de gourdes, soit une baisse de 1,8 % par rapport au budget déjà rectifié.

Lecture de ProEco Haïti : La triple budgétisation au cours d'un même exercice, dont une révision en toute fin d'année, reflète une instabilité des priorités et sape la crédibilité de la planification budgétaire. Ces pratiques envoient un signal négatif aux agents économiques, d'autant plus dommageable dans un contexte d'absence du Parlement en tant qu'acteur essentiel de la gouvernance budgétaire.

- Faiblesse de l'exécution budgétaire

L'exécution budgétaire en 2024-2025 demeure faible. Au 31 août 2025, suivant les données publiées par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) dans le Tableau des Recettes encaissées et des Dépenses Autorisées, le taux de réalisation des ressources n'était que de 65.81%. En d'autres termes, sur les prévisions de mobilisation de ressources de 323.4 milliards de gourdes, le Gouvernement, à seulement un mois de la fin de l'année fiscale, n'a mobilisé qu'environ 212.8 milliards de gourdes.

Le taux d'exécution des dépenses publique est encore plus bas (56.4%). En effet, les dépenses autorisées ont totalisé 182.5 milliards de gourdes sur les prévisions rectifiées de 323.4 milliards de gourdes. Les dépenses restant inférieures aux ressources, il en a résulté un solde budgétaire positif d'environ 30.3 milliards de gourdes au 31 août 2025.

La sous-exécution des dépenses publiques s'explique principalement par la faible exécution des dépenses d'investissement encore appelées dépenses de programmes et projets. Le Gouvernement a prévu de consacrer 114.1 milliards de gourdes à cette catégorie de dépenses. Au 31 août 2025, seulement 41.3 milliards de gourdes ont été dépensées, soit un taux d'exécution de 25.4%.

Malgré un solde budgétaire positif, l'investissement est resté sous-priorisé. Cette situation s'expliquerait en partie par l'impossibilité d'intervenir dans l'Ouest — traditionnellement destinataire d'environ 80 % des dépenses — du fait de l'insécurité. Dans ce contexte, une réorientation des crédits vers des régions opérationnelles (Nord, Grand Sud) s'imposait. Des efforts ont bien été engagés dans le Nord, mais ils demeurent insuffisants au regard du taux d'exécution. Pour ProEco Haïti, l'absence d'un redéploiement significatif révèle un déficit de vision stratégique de développement. Une décentralisation effective de l'investissement constituerait une réponse adaptée qui contribuerait à désengorger l'Ouest et permettrait d'envisager une relance de l'activité depuis les territoires accessibles aux potentiels avérés.

Lecture de ProEco Haïti : Le sous-niveau d'exécution des dépenses d'investissement malgré des marges de trésorerie est le symptôme d'un déficit de vision stratégique : le Gouvernement n'a pas su réorienter l'investissement vers les régions, alors même que leur développement est crucial pour désengorger l'Ouest.

II. Secteur réel : des indicateurs révélant une catastrophe économique consacrée

- Une panne chronique de croissance

La croissance économique restera négative pour l'exercice fiscal 2024-2025. Dans sa *Lettre de Cadras* budgétaire 2025-2026, le Gouvernement s'appuie sur les dernières estimations disponibles pour anticiper une contraction de 3,1 % ; ce sera la septième année consécutive de croissance négative de l'économie nationale.

Ces prévisions s'ancrent sans doute dans les données déjà publiées par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), qui font état d'un net ralentissement de l'activité économique sur les deux premiers trimestres de l'exercice. L'institution a révélé une contraction de 2,5 % au premier trimestre et de 2,7 % au deuxième. Tous les secteurs de l'économie sont touchés. Le secteur primaire a enregistré des baisses de 6,1 % puis 5,7 % au premier et deuxième trimestre respectivement, tandis que le secteur secondaire a contracté de 4,1 % puis 4,9 %, et le secteur tertiaire a reculé de 1,4 % puis 1,2 % sur la même période.

- L'inflation est hors de contrôle

La poussée des prix n'a pas été endiguée sur l'exercice. Si la Banque de la République d'Haïti (BRH) est parvenue à une relative stabilisation du taux de change — quoiqu'encore élevé —, l'inflation demeure incontrôlée. Elle s'est établie à 31,1 % en août 2025, niveau galopant qui érode sévèrement le pouvoir d'achat des ménages.

Sur l'ensemble de l'exercice, l'indice des prix à la consommation (IPC) a suivi une trajectoire ascendante, soulignant l'incapacité des pouvoirs publics à inverser la tendance inflationniste. En conséquence, les populations les plus vulnérables sombrent toujours plus dans l'insécurité alimentaire.

- L'emploi est en berne et l'insécurité alimentaire monte en flèche

Mesurer l'emploi demeure l'une des lacunes majeures des statistiques économiques en Haïti, où seul le secteur textile fait l'objet d'un suivi régulier. Or, les données de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH) révèlent une stagnation préoccupante de la dynamique sectorielle. Le nombre d'emplois est passé de 27 538 en octobre 2024 à 27 339 en mai 2025 avec des variations importantes sur la période, confirmant la fragilité de l'emploi dans ce secteur.

Cette précarité de l'emploi, conjuguée à la situation défavorable des autres indicateurs, plonge toujours plus de ménages dans la vulnérabilité. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire est ainsi passé de 5,4 millions en septembre 2024 à 5,7 millions en avril 2025, selon les rapports du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.

- Échanges extérieurs : une balance commerciale dégradée

Les données publiées par la BRH dans sa dernière Note sur la Politique Monétaire confirment la détérioration du commerce extérieur. Sur les neuf premiers mois de l'exercice (octobre 2024 – juin 2025), le déficit commercial s'est creusé sous l'effet combiné d'une baisse des exportations et d'une hausse des importations.

Les exportations ont reculé de 9,41 % (à 520,15 millions USD), tandis que les importations ont augmenté de 10,11 % (à 3 478,95 millions USD). Ainsi, le solde déficitaire de la balance commerciale s'est détérioré de 14,5 % au cours de la période susmentionnée.

Lecture de ProEco Haïti : Activité en recul, prix hors de contrôle, emploi atone et déficit externe aggravé consacrent un décrochage économique avéré ; la dépense publique, faute d'exécution et d'inefficacité, n'a pas joué son rôle d'amortisseur. En clair, le Gouvernement a échoué à atteindre les objectifs fondamentaux de toute politique économique.

III. Secteur Bancaire : une résistance à l'épreuve de la crise

Au 30 juin 2025, selon la BRH, la performance des banques commerciales affiche une progression contrastée. Le produit net bancaire (PNB) s'est établi à 9 059,19 millions de gourdes, en repli de près de 1 % après une hausse de 2,7 % au trimestre précédent. Ce recul s'explique principalement par la contraction de plusieurs postes de revenus : les intérêts sur les bons de la BRH (-3,24 %), les gains sur change (-16,91 %) et la rubrique « Autres revenus » (-19,23 %).

Cependant, une baisse de 6,4 % des dépenses d'exploitation a permis au secteur de dégager un bénéfice net de 2 213,15 millions de gourdes, en hausse de 12,3 % par rapport au trimestre précédent.

La rentabilité bancaire s'est par ailleurs améliorée sur la période. Le rendement de l'actif (ROA) est passé de 1,17 % à 1,29 % entre mars et juin 2025, tandis que le rendement des capitaux propres (ROE) a progressé de 13,65 % à 15,23 % sur la même période.

Lecture de ProEco Haïti : La performance du secteur bancaire affiche une résistance en demi-teinte. Cette résilience (apparente) masque toutefois une vulnérabilité : la rentabilité est artificiellement soutenue par une compression des coûts, tandis que le recul du produit bancaire reflète les contrecoups de la crise sur l'économie réelle. L'amélioration des ratios de rentabilité (ROA/ROE) est donc à double tranchant. Si elle rassure sur la solidité immédiate des établissements, elle interroge sur sa durabilité, car elle procède davantage d'une logique restrictive que d'une dynamique de croissance. En définitive, cette stratégie ne profite pas à l'économie réelle, car elle risque de restreindre l'offre de crédit, et prive les entreprises et les ménages d'un levier de relance essentiel.

Perspectives 2025-2026

Les perspectives économiques pour l'exercice 2025-2026 restent conditionnées à une amélioration nette et tangible des conditions sécuritaires. Aucune reprise économique durable n'est envisageable sans la restauration préalable de l'État de droit et la libération des principaux axes de circulation. En d'autres termes, les mesures de politique économique resteront lettre morte tant que persistera l'emprise des gangs armés dans le pays. La priorité doit donc être le rétablissement de la sécurité.

La fenêtre d'action se referme rapidement. Seule une approche intégrée, combinant assainissement sécuritaire et mesures économiques ciblées, pourrait inverser la spirale de décrochage dans laquelle s'est engagée l'économie haïtienne. Le budget 2025-2026 devra porter les premiers signaux crédibles.

ProEco Haïti

30 septembre 2025

Contact : **Enomy GERMAIN**

Site internet : www.proecohaiti.com

Email : info@proecohaiti.com

ProEco Haïti est un cabinet de conseil et d'appui aux secteurs public, privé et international. Notre mission consiste à impulser le processus de développement en Haïti en accompagnant les acteurs dans leurs prises de décisions. *Quatre axes d'intervention : Consultation, Recherche, Publication, Formation.*